



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

8 août 2016

Les mouvements politiques d'opposition ou interpellant le régime en place sur sa gouvernance se sont multipliés ces dernières semaines, la dernière en date étant l'intervention médiatique des anciens parlementaires, regroupés au sein de l'ACS, revendiquant une révision constitutionnelle. Les principaux quotidiens se sont ainsi davantage intéressés à la situation de l'opposition dont les acteurs agissent jusqu'à présent en ordre dispersé et au gré des circonstances.

Politique interne

OPPOSITION : LES MOUVEMENTS SE FORMENT MAIS LES REVENDICATIONS DIFFÉRENT

Le mouvement dénommé « Mitsangàna ry Malagasy » fut le premier à manifester publiquement son opposition au pouvoir en place, au début du mois de juillet dernier. Regroupant en grande majorité des anciens membres de la Transition et des candidats malheureux aux dernières présidentielles, le groupement réclame purement et simplement la démission des tenants du pouvoir. Il a été suivi par les syndicalistes réunis au sein de la fédération « Afo sendikaly » et certaines associations religieuses de l'église catholique, qui ont constitué le mouvement « Dinika ho an'ny Fanavotam-pirenena ». Leurs revendications s'opposent toujours à la politique de gouvernance du régime Rajaonarimampianina mais s'avèrent moins « extrémistes » par rapport à celles de la plateforme d'Andrefan'ambohijanahary car elles reposent principalement sur la tenue d'une table ronde en vue de résoudre les différents maux qui affectent le pays actuellement. Jeudi dernier, un autre mouvement dénommé « Rodoben'ny Malagasy tia tanindrazana ho amin'ny fanorenana ifotony » a fait part à la presse de ses revendications qui se basent sur la nécessité d'une refondation du pouvoir et de prioriser les plus vulnérables dans la politique publique étant donné qu'ils constituent le socle de la population malgache. Et tout récemment, plus précisément vendredi dernier, les anciens parlementaires de la Transition, regroupés au sein de la plateforme dénommée Anciens Conseillers supérieurs et Sénateurs de Madagascar, sont intervenus publiquement pour réclamer la révision de la Constitution mais également de la structure étatique actuelle qui, de leur opinion, présentent des failles et ne permettent pas de gouverner convenablement. L'ACS revendique par conséquent la mise en place d'une structure transitoire chargée de préparer de nouvelles fondations pour un régime davantage consensuel et à l'écoute de la population dans sa gouvernance (Les Nouvelles p.3 ; L'Express de Madagascar p.3 ; Midi Madagasikara p.2)

- **Les Nouvelles** fait remarquer que l'environnement socio-politique morose actuel, pareillement à la fin de la période transitoire, est favorable à la constitution de groupements politiques divers, parfois éphémères, circonstanciels et contre-nature. Quoiqu'il en soit, le quotidien estime que le régime peine à contenir le « profond » malaise qui apparaît de plus en plus comme insurmontable. (p.3)
- Le parti ZIVA rejoint l'ACS dans sa revendication pour la révision de la loi

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



fondamentale. La formation politique estime effectivement que l'actuelle Constitution n'a pas été approuvée par la majorité et a été taillée sur mesure pour l'ancien Président de la Transition. Par conséquent, elle ne permettra jamais la concrétisation de la réconciliation nationale, l'amenant ainsi à craindre l'avènement d'une crise postélectorale en 2018. En outre, le parti ZIVA soutient la mise en place d'un régime présidentiel fort et l'interdiction pour un membre de l'Organe de gestion des élections d'intégrer le futur gouvernement issu des scrutins (Madagascar Laza p.3)

- *Parmi les revendications des anciens parlementaires de la Transition et sénateurs figure la mise en place d'une Assemblée constituante dans laquelle ils siégeront aux côtés des élus. De l'opinion de **L'Express de Madagascar**, le principal objectif de ce mouvement vise ainsi au retour au pouvoir de ces acteurs de la période transitoire. Le quotidien a également fait remarquer que ces membres de l'ancien Conseil Supérieur de la Transition ont participé activement à l'adoption de la Constitution de 2010 alors qu'ils estiment aujourd'hui que cette loi fondamentale est désuète et ne permet plus de gouverner convenablement (p.3)*
- *En réponse aux diverses attaques lancées contre le régime, le Premier ministre avait écarté, lors d'une intervention à Ambohibao, toute idée de mise en place d'une nouvelle transition qu'il juge inopportune et « anti » développement. Pour ce qui est des appels à la tenue de table ronde, le Chef du Gouvernement soutient que celles déjà entreprises n'ont jusqu'à présent rien donné. Quoi qu'il en soit, il se dit ouvert aux dialogues (L'Express de Madagascar p.3)*
- *Le Groupe des Experts Nationaux recommande à ce que les opposants au pouvoir se déclarent officiellement auprès du ministère de l'Intérieur et désignent un Chef de l'opposition, comme le stipulent les dispositions légales. Cette initiative permettra, de son avis, d'aboutir à un réel débat démocratique (L'Express de Madagascar p.5)*
- *Dans une interview exclusive accordée à **Midi Madagasikara**, l'ancien ministre de l'Industrie du gouvernement Kolo Roger : Jules Etienne Rolland déclare que Madagascar glisse actuellement vers la dictature, en référence notamment au Code de la communication qu'il juge comme visant à museler ceux qui ne partagent les opinions de la classe dirigeante. Bien qu'il soit à l'origine de la candidature de « substitution » de Hery Rajaonarimampianina, il semble s'écarter de ce dernier tout en le recommandant d'agir rapidement afin de prévenir une éventuelle transition (p.3)*

JUBILE DU CENTRE ANKARAMALAZA, UN CLIN D'ŒIL DE RAVALOMANANA A L'ENDROIT DE RAJAONARIMAMPIANINA

Le Président Rajaonarimampianina et son prédécesseur Marc Ravalomanana étaient tous deux présents lors du jubilé du 75^{ème} anniversaire du centre Ankaramalaza de l'église luthérienne, le premier en tant qu'actuel Chef de l'Etat et le second, en tant que vice-président laïc du FJKM. Une occasion pour l'ancien président Ravalomanana de tendre la main au régime actuel. Dans son allocution, le numéro un du parti TIM a en effet, d'une part, appelé au respect du pouvoir en place et d'autre part, adressé une prière pour Hery Rajaonarimampianina. Selon le député TIM Guy Rivo Randrianarisoa, il s'agit bien plus qu'une tentative de rapprochement avec le régime actuel, il s'agit d'une invitation à un armistice politique. Le parlementaire rappelle ainsi que sa formation politique n'adhèrera jamais à une idée d'alternance non démocratique. Par conséquent, cette démarche vise principalement à le laisser être candidat et

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



préparer sereinement les scrutins présidentiels de 2018. (**L'Express de Madagascar p.5**)

- « Les fidèles doivent respecter le pouvoir en place. Toute hypocrisie devrait être proscrite car nous sommes tous chrétiens » a déclaré Marc Ravalomanana dans sa prise de parole. De l'opinion de **L'Express de Madagascar**, l'éventuelle mise en place d'une nouvelle transition ainsi que les nouveaux textes régissant la réconciliation nationale risquent fort de contrecarrer le projet de l'ancien président de se porter candidat en raison du « ni ... ni », qui pourrait être remis au goût du jour. Le terme hypocrisie pourrait, quant à lui, faire référence au dossier Tiko dont la réouverture fait encore l'objet d'un bras de fer avec l'Etat (**p.5**)
- La présence du Président Rajaonarimampianina à Ankaramalaza est interprétée par **La Vérité** comme une initiative de précampagne électorale pour les présidentielles de 2018. Le quotidien reproche ainsi au Chef de l'Etat d'exploiter la religion pour se construire un électorat. D'ailleurs, il participera le weekend prochain à la célébration du 20^{ème} anniversaire de l'église Apokalipsy dont il est le parrain (**p.3**) **Tia Tanindrazana** semble également soutenir implicitement cette hypothèse. Le quotidien informe en effet que les sénateurs Raparison Luc et Ravelomanantsoa Léon ont remis au synode régional de l'église luthérienne un don de 10 millions d'Ariary, à titre d'aide, de la part du Président de la République et du président du Sénat. Une proposition de transformer ce don en aide périodique annuelle aurait été véhiculée, une offre qu'auraient acceptée ces parlementaires en échange d'une contrepartie (**p.2**)
- D'après le journal **Tia Tanindrazana**, certains dirigeants du parti au pouvoir s'opposeraient contre une éventuelle candidature de Ravalomanana en 2018 car il présente de fort risque d'être élu. Ces derniers œuvrent par conséquent activement en coulisse pour que l'ancien président ne puisse prendre part à cette échéance électorale (**p.3**)

Economie et société

ALAIN RAMAROSON, DEVANT LE JUGE CE JOUR

Accusé de faux et d'usage de faux dans le cadre d'un litige foncier d'ordre strictement privé et incarcéré à Antanimora, le politicien Alain Ramaroson comparaitra aujourd'hui devant les juges, au tribunal à Anosy. Le président du parti politique Masters et acteur majeur de l'opposition saura ainsi ce jour si sa demande de liberté provisoire lui sera accordée. (**Midi Madagasikara p.2**). Sollicité par **Madagascar Laza**, l'adjoint chef de l'établissement pénitentiaire d'Antanimora a déclaré qu'aucun régime d'exception ou de traitement de faveur n'est accordé à cette haute personnalité politique. Ce dernier n'a d'ailleurs formulé aucune demande en ce sens (**p.3**)

- L'ancien CST Heriniaina Razafimahefa estime que l'incarcération du politicien s'avère contraire à la démocratie. Il se réfère notamment à la comparution en justice de personnalités politiques dans les pays développés sans que ces derniers ne fassent l'objet d'un emprisonnement, pour défendre son point de vue (**Madagascar Laza p.3**).

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Relations internationales

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, SON PRESIDENT BIENTÔT A MADAGASCAR

Une source, rapportée par **Les Nouvelles**, confirme la venue prochaine dans la Grande île du président de la Banque Africaine de Développement. Akinwumi Adesina devrait effectivement séjourner au pays à partir du 29 août prochain et ce, jusqu'au début du mois de septembre. A l'occasion de sa première visite à Madagascar, le numéro un de la BAD est certain de s'entretenir avec différents hauts responsables dont, assurément, le Président de la République et le ministre des Finances et du Budget. Ayant d'ailleurs pris part à la dernière Assemblée générale de l'institution panafricaine, le grand argentier a fait remarquer que les priorités de la BAD, reposant entre autres sur l'agriculture, l'industrie ou encore l'intégration régionale, concordent avec les projets définis par le régime actuel. (p.3)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne